

Le 10 Mars 2010

Monsieur Ibrahima NDIAYE
Mairie du District de Bamako
mairie@cefib.com

par connaissance:

Ambassade du Mali en Republique Française
ambassade@ambamali.fr
paris@ambamali.fr

Ambassade de France au Mali
Square Patrice Lumumba
contact-ambassade@ambafrance-ml.org

Réseau No-Vox
no-vox@no-vox.org

Solidarité de l'Alliance Internationale des Habitants avec l' UACDDDD contre la répression et les expulsions au Mali

Monsieur,

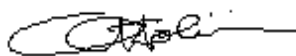
Je vous écrit en tant que coordinateur de l'Alliance Internationale des Habitants (AIH), réseau international d'organisations sociales (associations d'habitants, de locataires, de centres sociaux, sans-abri, coopératives), engagé depuis longtemps pour la défense du droit au logement sans frontières. Je suis aussi membre de l'Advisory Group on Forced Evictions de UN-Habitat qui surveille le respect du droit au logement violé, notamment à cause des expulsions.

Une marche avait lieu le 9 mars passé à Bamako à l'appel de l'UACDDDD, Union des Associations et des Coordinations d'association pour le Développement et la défense des droits des démunis, membre du réseau No-Vox. Des milliers d'habitant-e-s, de paysan-e-s de différentes communes de Bamako et des cercles de Kati et Sikasso marchaient pour demander l'arrêt des déguerpissements (expulsions), des expropriations de terre et de la spéculation foncière tant dans à Bamako que dans les zones rurales alentours et le recasement des déguerpi-e-s. Alors que cette marche se déroulait pacifiquement, l'état malien l'a sévèrement réprimé. A cette heure, quatre militant-e-s ont été transportées à l'hôpital suite aux matraquages violent et à l'utilisation de gaz lacrymogène et six militant-e-s ont été arrêtés.

Pour ces raisons nous protestons vivement et exigeons aux institutions concernées:

- la libération des six militant-e-s arrêté-e-s
- le respect du droit démocratique de manifester
- l'arrêt des déguerpissements, des expropriations de terre et de la spéculation foncière dans tout le pays, ainsi que le recasement des déguerpi-e-s dans le respect de l'art. 11 PIDESC.

Dans l'attente de vous lire, salutations.



Cesare Ottolini
coordinateur AIH